



Code épreuve : 268

Nombre de pages : 8

Session : 2020

Épreuve de : ESH HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Le mouvement des « Gilets jaunes » et celui de Fridays for future sont les dernières manifestations d'une opposition grandissante aux conséquences sociales et environnementales du capitalisme, dont d'obscures ne seraient plus à démentir.

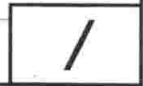
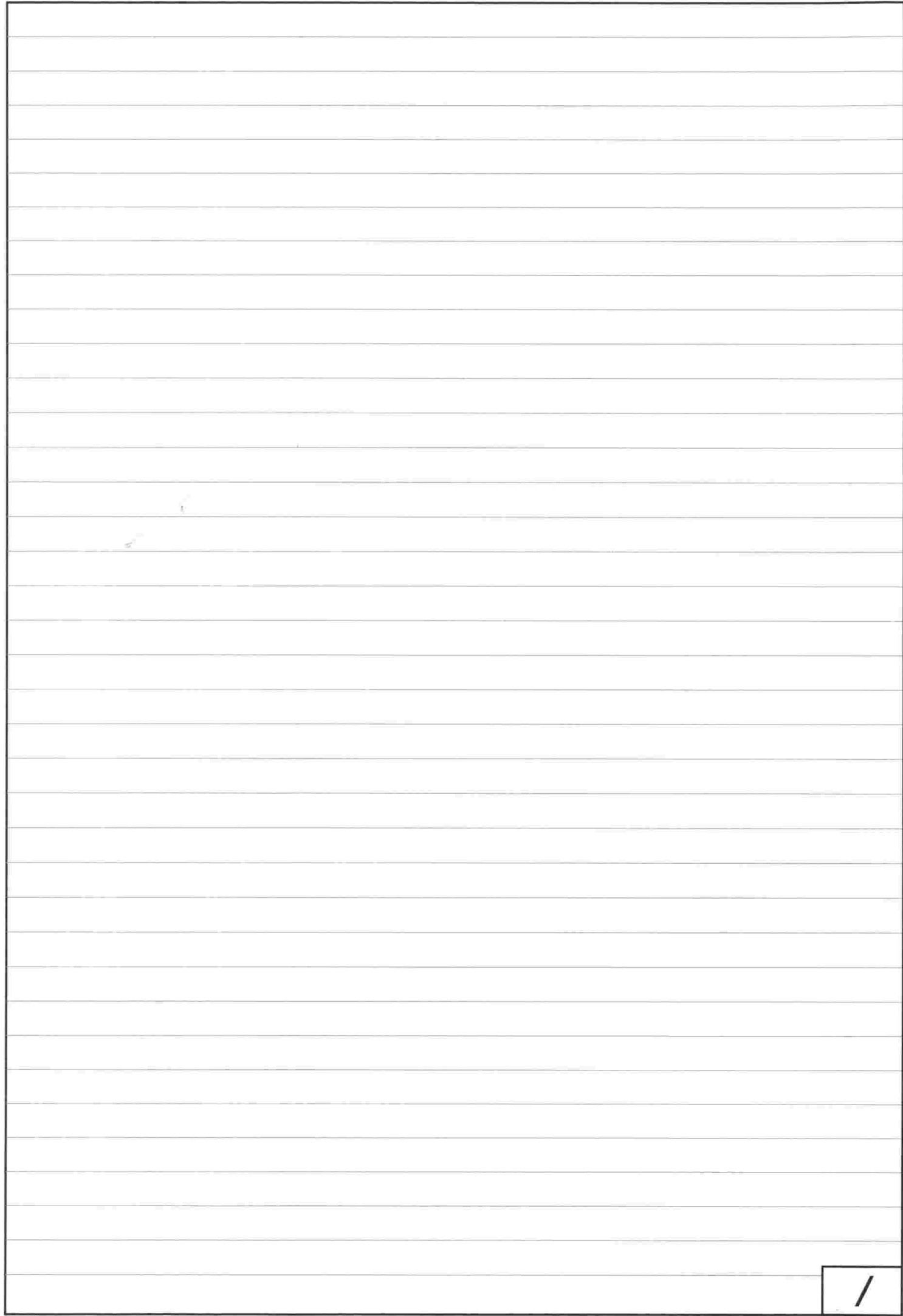
Le capitalisme est avant tout un état d'esprit, celui de la « recherche rationnelle du profit », selon la définition qu'en donne M. Weber dans L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, et désigne par extension un ensemble d'institutions destinées à favoriser cet état d'esprit, à l'encourager, parfois à l'encadrer. La « soutenabilité » du capitalisme renvoie à sa pérennité dans une perspective dynamique : le capitalisme résiste-t-il aux chocs de nature économique, sociale, environnementale, peut-être culturelle ? La question comprend aussi une dimension normative : si conserver le capitalisme nécessite de renoncer à certaines valeurs, telles que la réduction des inégalités ou le respect de la nature, il y a un conflit moral. La soutenabilité n'est pas seulement une question de dynamique interne, c'est aussi une question de politique.

Le capitalisme est-il soutenable ?

Le capitalisme s'est jusqu'à présent relevé des crises qu'il a traversées, mais il subit aujourd'hui une forte remise en cause, qui ne sont cependant pas de nature à « renverser le système capitaliste ».

Le capitalisme, né au ^{XIX}^e siècle, s'est maintenu jusqu'à nos jours, bien que son effondrement imminent et inéluctable ait été annoncé à de nombreuses reprises. Les faiblesses du capitalisme, diagnostiquées très tôt, ne se sont pas traduites par une crise décisive.

Le capitalisme, en s'inscrivant au cours de l'industrialisation comme l'état d'esprit dominant des relations d'échange, a certes permis un accroissement de la richesse créée, selon l'interprétation traditionnelle de la « main invisible » smithienne, mais s'est accompagné de conséquences sociales et environnementales indésirables. Le progrès de l'individualisme, accentué par l'urbanisation, conduit à un « isolement » selon K. Polanyi (La grande transformation, 1944). Le délitement des liens familiaux accroît le risque de tomber dans la pauvreté en cas d'invalidité ou de perte d'emploi : les mécanismes de solidarité traditionnels sont insuffisants. La misère ouvrière et la notion de « chômage » apparaissent, suscitant de vives inquiétudes, dont fait part par exemple le rapport de L. Villermé de 1840, ou F. Engels lorsqu'il compare les ouvriers de Manchester à une « armée revenant de campagne ». La responsabilité est attribuée par K. Marx au « capitalisme ». La misère ouvrière est le produit de cet état d'esprit légitimant l'égotisme de ceux que Ricardo nommait les « capitalistes », les producteurs investissant leur profit. Les capitalistes, comme l'explique K. Marx dans Le Capital (1867), compriment les salaires des ouvriers en utilisant la masse de travailleurs désœuvrés devenue une « armée de réserve industrielle ». À cette situation, les socialistes « utopiques » tentaient déjà de remédier en proposant un état d'esprit différent fondé sur la notion de collectivité, par exemple C. Fourier, ou des industriels R. Owen et J. Godin. L'accentuation des inégalités est considérée comme le défaut principal du capitalisme. Les effets du capitalisme sur la nature ne sont ensuite ajoutés à cette liste de défauts. Le philosophe H. D. Thoreau dénonçant dès le second ~~18~~¹⁹ siècle, de manière visionnaire, les effets du capitalisme sur la nature, devenue une « ressource naturelle » dont l'exploitation, la dégradation, l'épuisement sont légitimés. Cette place marginale accordée par l'esprit capitaliste à la nature est soulignée dans les années 1970, et régulièrement depuis. N. Georgescu-Roegen, dans The entropy law and the economic process (1977), constate que l'utilisation exponentielle de ressources naturelles dans le processus de production ne peut que mener à leur épuisement. Le capitalisme doit être abandonné au profit d'une politique de décroissance, afin de repasser sous le seuil de régénération naturelle des ressources. Le



Code épreuve : 268

Nombre de pages :

Session : 2020

Épreuve de : ESH HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

rapport du Club de Rome de 1972, The Limits to growth par D. Meadows, dressé le même bilan : la Terre étant un monde fini, le capitalisme, en épuisant les ressources, court à sa perte.

L'effondrement du capitalisme ne s'est cependant pas produit : il s'est relégué des différentes crises. Les lois tendancielles du Capital sont invalidées : l'accumulation du capital, qui devait selon K. Marx réduire continuellement le taux de profit, donc pousser les capitalistes à exploiter toujours plus les travailleurs, ne s'est pas vérifiée. La lutte des classes s'est atténuée après la Seconde guerre mondiale : de 37% en 1949, le taux de syndicalisation est passé à 17% en 2018. La pauvreté s'est considérablement réduite, comme le montre S. Kuznetz (Economic growth and inequality of income, 1955), rendant la révolution socialiste très improbable. Cette réduction des inégalités doit, selon B. Milanovic (Global inequalities, 2016), être considérée comme intrinsèque au capitalisme ; contrairement à T. Piketty, B. Milanovic considère que la naissance de l'État-Providence est un résultat du capitalisme qui assure sa conservation plutôt qu'une réponse politique. Le capitalisme engendre des crises, mais celles-ci résorbent les contradictions ou bien de les accentuer comme chez K. Marx. La période socialiste de l'Europe de l'Est s'est achevée par un retour au capitalisme dans les années 1990, rendant obsolète le diagnostic qui posait J. Schumpeter dans Capitalisme et démocratie (1942). La notion de « misère » est plus que jamais présente dans une société qui valorise l'entrepreneuriat. Les régimes socialistes et leur faillite ont révélé la préférence des individus pour un niveau de vie plus élevé au prix d'inégalités plus élevées. Les conséquences sociales du capitalisme ne l'ont pas mené à sa perte. L'effondrement pour des raisons écologiques annoncé dans les années 1970 n'a pas non plus eu lieu. Les mécanismes du capitalisme ont, là aussi, permis d'éviter

l'épuisement des ressources naturelles. H. Hotelling montrait déjà en 1931 (« The economics of exhaustible resources ») que la raréfaction d'une ressource conduisait à un comportement de substitution ; l'élévation du prix incite les producteurs à chercher une ressource alternative. Les progrès de la technologie peuvent ainsi être considérés comme le résultat de cette recherche, comme l'avance un collectif d'économistes dans L'Anti-Malthus (1974). J. Simon, dans The Ultimate resource (1982), explique que la constitution navale s'est toujours accompagnée d'une meilleure gestion forestière : on peut appliquer ce raisonnement à la question du pétrole, aujourd'hui surabondant grâce aux techniques de forage du schiste, alors que de l'orb de Rome annonçait un épuisement rapide des réserves planétaires.

Le capitalisme présente des faiblesses, qui n'ont cependant pas mené à son effondrement pourtant amené à de nombreuses reprises. Le capitalisme traverse cependant une nouvelle crise : sera-t-elle décisive ?

Le capitalisme connaît au XXI^e siècle une double crise, écologique et sociale, qui semble croître au fur et à mesure des différentes crises économiques. Ces crises, de même nature que les précédentes - montée des inégalités et crise environnementale - ont cependant changées dans leurs formes.

La seconde mondialisation a, selon T. Piketty et B. Milanovic, invalidé l'hypothèse de Kuznets : le capitalisme engendre des cycles de hausse puis de baisse du niveau des inégalités, ce que B. Milanovic nomme des « vagues de Kuznets ». De 35 sur l'indice de Gini en 1980, les inégalités de revenu aux États-Unis sont passées à 40 en 2015. Cette montée des inégalités repose sur plusieurs évolutions économiques. Le chômage accru depuis les années 1970 a sonné le glas du « compromis fordiste », qui entretenait faible niveau d'inégalités et consommation de masse. La hausse du chômage est d'autant plus inégalitaire qu'elle concerne en premier lieu les travailleurs peu qualifiés (dans les pays développés). C'est une conséquence de la seconde mondialisation : la spécialisation des pays développés dans des activités intensives en travail qualifié augmente les écarts de salaires, selon P. Krugman (« Trade and wages, reconsidered », 2005). Il en résulte

ce que J. Tinbergen (1975) nomme la « prime d'éducation » : les travailleurs qualifiés sont de mieux en mieux rémunérés. Cet accroissement des inégalités se traduit par une forme de retour des classes sociales, après une période de moyennisation, selon L. Chauvel. La baisse des professions intermédiaires (leur part dans l'emploi en France a baissé de 20 points depuis les années 1980, selon G. Verdugo, 2017) montre la réalité de ce processus de reconstitution des classes sociales. Les effets sur l'acceptation du capitalisme sont tangibles : le mouvement des « Gilets jaunes », le vote populiste, la critique des « ultra-riches » convergent vers une remise en cause du capitalisme par des « laissés-pour-compte ».

Le renouveau de la contestation du capitalisme pour des raisons de justice sociale s'accompagne d'un vent de critiques s'appuyant sur l'incapacité du capitalisme à résoudre la crise écologique. Loin d'être une crise de ressources, comme l'imaginaient les auteurs des années 1970, la crise écologique est « environnementale » : elle concerne ce qui n'a pas (encore) de prix, tel le climat ou la faune marine. Les producteurs capitalistes n'ont pas intérêt à réduire leurs « externalités », selon la notion d'H. Pigan (The economics of welfare, 1920), du moins certaines d'entre elles. Le capitalisme n'a pas encore créé les mécanismes nécessaires à la résolution de la crise climatique, par exemple. Les tentatives de coordination internationale sur les émissions carbonées se sont soldées par des échecs mineurs : le protocole de Kyoto de 1997 a été appliqué avec une grande ampleur, et les accords de Paris de 2015 ont perdu leur sens avec le retrait des États-Unis en 2017. Cette crise climatique a d'ores et déjà des conséquences sociales et politiques : les pays en développement, peu responsables et très affectés, reprochent aux pays développés de non remboursement d'une « dette carbone » ; c'est à ces derniers qu'il incombe de réduire drastiquement les émissions polluantes. La crise environnementale se traduit par une remise en cause du capitalisme, incapable de protéger la nature, courant, là aussi, à sa perte, car la dégradation de l'environnement pèse sur l'activité économique. La lutte des classes est remplacée par une lutte des générations, qu'illustre parfaitement le mouvement Fridays for future : les actifs actuels devraient réduire leur consommation et investir massivement dans la transition énergétique, pour protéger leur descendance d'une perte de niveau de vie. L'individualisme du « capitalisme » est incompatible avec les enjeux climatiques.

Les deux nouvelles crises mettent à nouveau en cause le capitalisme : injuste car inégalitaire, inefficace car aveugle aux catastrophes environnementales,

le capitalisme n'est pas « soutenable », et devrait être abandonné au profit d'un autre mode de coordination faisant une part plus large à la collectivité. Le discours est évidemment caricatural : si les crises actuelles ont pris une nouvelle forme, elles restent dans leur nature similaires à celles ayant précipité le « système capitaliste » depuis 750 ans. Il convient alors de questionner la validité de ces reproches adressés au « capitalisme », dirigé en disant : ces crises semblent moins affecter la notion même de capitalisme que des formes qu'elle prend.

La conception d'un capitalisme comme « système » est fallacieuse : l'unité du capitalisme est surestimée. Si le capitalisme a survécu aux nombreuses crises qu'il a traversées, il n'en est pas ressorti indemne : le capitalisme se transforme, se renouvelle, s'adapte aux nouvelles enjeux, sous l'influence des acteurs économiques et politiques.

Le capitalisme n'a rien d'un système, d'un ensemble logique d'éléments institutionnels solidaires, d'un tout ^{cohérent} qu'il faut soit accepter, soit rejeter. Le capitalisme regroupe un ensemble de constructions éparpillées héritières d'un contexte historique et qu'il faut organiser. La logique du capitalisme est construite a posteriori : croire en la réalité d'un « système capitaliste », c'est faire l'erreur du réalisme de K. Marx. Le capitalisme se décline historiquement sous différentes formes, selon l'analyse qu'en fait l'issue de la régulation, notamment R. Boyer, M. Aglietta et A. Lipietz. M. Aglietta, dans Régulation et crises du capitalisme (1976), distingue deux formes de capitalisme : le capitalisme concurrentiel et le capitalisme fordiste. Chaque capitalisme peut être caractérisé par un régime de croissance spécifique, auquel est associé un mode de régulation. Le régime de croissance comprend un ensemble de mécanismes institutionnels permettant l'accroissement de la production, notamment le droit du travail, le droit commercial, les rapports de production. Le mode de régulation est aussi un ensemble institutionnel, ayant pour but d'atténuer les effets des crises engendrées par le régime de croissance. Le capitalisme maîtrise donc sa propre dynamique, ses effets déstabilisateurs sont régulés par sa propre croissance. Le capitalisme tel qu'analysé par K. Marx s'apparente au capitalisme concurrentiel : le régime de croissance est fondé sur des salaires bas et un marché du travail flexible, les crises sont régularisées par une disparition de certaines entreprises pendant des cycles de production, et plus généralement une baisse de la production permise par la flexibilité.

Code épreuve : 268

Nombre de pages :

Session : 2020

Épreuve de : ESH HEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

de l'emploi. La crise de 1929 est une crise du régime de croissance : le consensus a changé, la société ne tolère plus les fortes inégalités. On rejoint ici le raisonnement de J. Kuczynski. Le capitalisme, loin d'être dépassé (à l'exception notable de l'Europe de l'Est à la suite des conflits mondiaux) change de forme et devient fordiste : le capitalisme survit à la crise en faisant reposer la croissance non plus sur la compression des salaires, mais sur la consommation de masse. Le capitalisme survit aux crises car il sait s'adapter aux changements de paradigme, ici la tolérance aux inégalités.

Cette approche dynamique du capitalisme permet d'affirmer que les crises actuelles ne sont pas de nature à le remettre en cause. L'émergence d'un capitalisme financiarisé depuis la crise des années 1970 peut être interprétée comme une évolution du capitalisme en réponse à une nouvelle crise du régime de croissance : l'essauffement du fordisme, le développement du chômage de masse ont conduit à une flexibilisation du marché du travail, à une hausse d'inégalités accrues, et un renforcement de la concurrence (N. Aglietta, Capitalismes, le temps des ruptures, 2019). Les crises actuelles traduisent la nécessité d'une adaptation du capitalisme ; mis en cause, sa forme doit changer pour corriger les biais inégalitaires et polluants. Il reste à savoir si cette adaptation est exogène, c'est-à-dire si l'action des agents économiques liés est déterminante dans cette évolution, ou si elle est endogène, comme le défend P. Milanovic à propos des inégalités, c'est-à-dire si la crise conduit d'ensemble des acteurs à un nouveau consensus. La réduction des inégalités et la résolution de la crise environnementale ne requièrent pas l'abandon du capitalisme, mais au plus un changement de forme.

Le capitalisme est donc soutenable : il fait face aux crises en

modifient ses attributs. Son unité est surévaluée; le capitalisme n'est pas un système, c'est une construction amendée, réformée à chaque crise.

Le capitalisme a survécu à de nombreuses crises, par des mécanismes institutionnels assurant sa conservation, même si celle-ci doit s'accompagner d'un changement de forme. Le capitalisme peut donc être considéré comme résilient: résilient, il s'adapte, on est adapté, aux changements de nature économique, sociale ou environnementale. Il faut se garder de surestimer cette notion avant tout analytique: derrière l'idée de « système capitaliste » se cache une diversité de formes historiques et nationales.

